

## APPEL D'OFFRE

La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH,  
Coopération allemande au développement en Mauritanie,  
est à la recherche d'un bureau d'études national pour :

### **Renforcer les capacités des parajuristes et promouvoir l'assistance juridique en milieu rural en Assaba et au Gorgol**

#### **1. Contexte**

Le projet « Promotion des droits humains et dialogue sur les droits humains » (PDDH), financé par la coopération allemande et exécuté par la GIZ, a pour objectif l'amélioration des conditions pour la réalisation des droits humains.

Dans son champ d'intervention n°4 « Assistance juridique en milieu rural », le projet a noué des relations de partenariat avec la CPMP (Coordination pour le Pilotage du Manuel du Parajuriste) et quatre partenaires dont l'ONG Actions, l'ONG RPE, l'ONG AMSME et l'ONG ALCD qui accompagnent les parajuristes formés avec l'appui du PDDH dans les régions de l'Assaba, du Brakna, du Gorgol et du Guidimakha.

Seuls les 121 des parajuristes résidant en Assaba et au Gorgol sont concernés par la présente prestation

#### **2. Objectif**

Cette prestation a pour objectif général de renforcer les capacités des parajuristes et de promouvoir l'assistance juridique dans les wilayas de l'Assaba et du Gorgol. Les objectifs spécifiques de la prestation sont :

OS 1. Renforcer les capacités des parajuriste sur les droits humains afin de favoriser la mise à jour de leurs connaissances

OS 2. Promouvoir l'assistance juridique en accompagnant les parajuristes dans leur travail de sensibilisation, de conseil juridique, de l'accompagnement et de la médiation

#### **3. Tâches du prestataire**

Le bureau titulaire du poste aura pour missions de réaliser et coordonner toutes les activités qui sont énumérées ci-après et d'autres tâches estimées nécessaires pour la réussite de la présente prestation en concertation permanente avec la GIZ et au besoin avec le PDDH. Pendant la mise en œuvre, le prestataire doit assurer le suivi et l'évaluation de l'exécution et des performances des activités inscrites en coordination avec le chargé du suivi-évaluation du PDDH.

Le prestataire sera entièrement responsable de la mise en œuvre des activités suivantes :

1. Recruter les experts et personnel d'appui nécessaires à la mise en œuvre du projet
2. Elaborer une note méthodologique de cadrage global de la prestation
3. Coordonner avec le projet PDDH pour la mise en œuvre de la prestation
4. Organiser trois sessions (3 jours par session) de formation des parajuristes en Assaba en collaboration avec les ONG partenaires



5. Organiser deux sessions (3 jours par session) de formation des parajuristes au Gorgol en collaboration avec les ONG partenaires
6. Sélectionner les 60 parajuristes les plus performants en fonction des critères objectifs
7. Signer des contrats de prestation avec 60 parajuristes dont 41 parajuristes relais et 19 parajuristes superviseurs pour une durée de 2 mois
8. Produire un rapport détaillé pour chaque session de formation par wilaya
9. Impression des outils disponibles pour l'accompagnement des parajuristes
10. Organiser des évaluations de référence afin de tester les connaissances des populations avant les réunions communautaires de sensibilisation
11. Organiser 480 réunions communautaires de sensibilisation dans 60 localités des 2 wilayas d'intervention (Assaba et Gorgol) à raison de 8 réunions par parajuriste
12. Accompagner les parajuristes dans leur prestation de conseils juridiques et d'accompagnement des bénéficiaires
13. Organiser des évaluations finales afin de tester les connaissances des populations après les réunions de sensibilisation
14. Produire un rapport détaillé de l'assistance juridique dans chaque wilaya
15. Produire un rapport global de la prestation

#### **4. Etapes clés**

Après la production d'une note méthodologique de cadrage global de la mission, le prestataire réalisera des sessions de formations simultanées de 3 jours par session dans les 2 wilayas d'intervention. Puis, le prestataire doit sélectionner les 60 parajuristes les plus performants et organiser des évaluations de référence dans chaque zone d'intervention afin de mesurer les connaissances des populations sur les droits humains. Ensuite, le prestataire doit accompagner les parajuristes dans la sensibilisation et l'assistance juridique dans les wilayas d'intervention (Assaba et Gorgol). Enfin, il doit organiser des évaluations finales afin de tester les connaissances des populations après les campagnes de sensibilisation.

#### **5. Lieu, durée et période de la prestation**

Période d'affectation : La prestation doit commencer le 20.05.2024 pour terminer le 19 juillet 2024 au plus tard, y compris la remise de tous les rapports. La prestation doit se dérouler dans 19 communes en Assaba (11) et Gorgol (8).

#### **6. Qualification du contractant**

Le bureau d'étude local doit disposer de l'ensemble des documents juridiques de reconnaissance et avoir au moins 3 ans d'expérience prouvée dans la mise en œuvre de plans de renforcement de capacités en droits humains ou domaine connexe. Il doit avoir au moins une formation de référence prouvée les trois dernières années sur des sujets similaires et une expérience prouvée dans la sensibilisation de masse dans les trois dernières années.

Le soumissionnaire est tenu de fournir du personnel apte à pourvoir les postes décrits, sur la base de leur CV, de l'éventail des tâches concernées et des qualifications requises. Tous les experts proposés doivent avoir exercé des tâches similaires en Mauritanie ou dans la sous-région.

Les qualifications spécifiées dans les TDRs représentent les exigences pour atteindre le nombre maximal de points. Le soumissionnaire devra justifier des moyens nécessaires pour la mise en œuvre de cette consultation avec un dispositif incluant 4 experts, avec les profils recherchés pour mener à bien cette mission telle que décrite dans les TdRs.

## 7. Format de l'application

Le prestataire est invité à soumettre son offre technique détaillée en français. Cette offre contiendra entre autres une méthodologie, une proposition de calendrier de travail détaillé pour toutes les étapes de la mission.

La structure de l'offre technique (en français) doit correspondre à celle des termes de référence, en particulier, la structure détaillée de conception organisée conformément aux critères de pondération positive de la grille d'évaluation. L'offre doit être lisible (taille 11 ou plus) et clairement formulé. L'offre complète ne doit pas dépasser 15 pages (les CV exclus). Seules les 15 premières pages de l'offre seront considérées pour évaluation.

Les CV du personnel proposé conformément au 4.3 doivent être soumis dans le format spécifié dans les conditions de candidature. Les CV ne doivent pas dépasser 4 pages. Les CV doivent clairement indiquer le poste et le poste occupés par la personne proposée dans le projet de référence et pendant combien de temps.

### Dépôt des dossiers

Les candidats intéressés par le présent appel d'offres pourront acquérir le dossier d'appel d'offres (Termes de référence, grille d'évaluation, conditions générales et annexes) sans frais et sur demande par courriel à l'adresse électronique suivante : [MR\\_Quotation@giz.de](mailto:MR_Quotation@giz.de) . Jusqu'au 09.05.2024, toutes questions de clarification doivent être formulées en français à l'adresse électronique suivante Email: [MR\\_Quotation@giz.de](mailto:MR_Quotation@giz.de) . L'objet du courriel doit être intitulé comme suit : 83464347 Renforcer les capacités des parajuristes et promouvoir l'assistance juridique en milieu rural en Assaba et au Gorgol. Les offres doivent être transmises par voie électronique exclusivement au format PDF **au plus tard le 14.05.2024 à 23h59** à l'adresse électronique suivante : [MR\\_Quotation@giz.de](mailto:MR_Quotation@giz.de) , comme suit :  
**Mail1 : votre offre technique et dossiers administratifs conformément à l'annexe 8, avec pour objet du mail : 83464347 offre technique et un deuxième mail pour votre offre financière (annexe2 et annexe4), avec pour objet : 83464347 Offre financière.**